

WEINER, Robert. *Change in Eastern Europe*. Westport-London, Praeger, 1994, 192p.

Paul Pilisi

Volume 27, Number 2, 1996

Une nouvelle politique étrangère Canadienne : internationalisme libéral ou néo-réalisme ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703624ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703624ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pilisi, P. (1996). Review of [WEINER, Robert. *Change in Eastern Europe*. Westport-London, Praeger, 1994, 192p.] *Études internationales*, 27(2), 470–472.
<https://doi.org/10.7202/703624ar>

qui sont intéressés à poursuivre ou à approfondir le ou les sujets abordé(s).

Bertrand DOUCET

Département de science politique
Université Laval, Québec

Change in Eastern Europe.

WEINER, Robert. *Westport-London, Praeger, 1994, 192p.*

Dans l'introduction, l'auteur propose un survol de l'histoire de l'Europe centrale et orientale dont certaines affirmations ne résistent pas à la critique historique. Ce genre de survol d'oiseau superficiel ne rend service ni aux néophytes ni aux spécialistes.

La première partie consacrée à la période stalinienne, à la déstalinisation et ensuite aux faits survenus en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie jusqu'à 1989, évoque des événements connus par les étudiants en science politique. Ainsi, le culte de la personnalité, la déstalinisation, la révolte en Allemagne de l'Est en juin 1953, le discours de Khrouchtchev lors du xx^e congrès, la révolution hongroise de 1956, etc. ont été traités pendant des décennies et l'auteur les répète sans apporter de contribution originale. Il en va de même pour la période allant de la révolution hongroise de 1956 à la chute du mur de Berlin en 1989 en passant par le «printemps de Prague» de 1968. La répétition des événements, à travers des références exclusivement de langue anglaise, ne peut représenter non plus une contribution originale à une meilleure compréhension ou connaissance des faits.

Le livre commence effectivement avec la deuxième partie, intitulée «La

transition post-communiste». À l'exception de l'Allemagne de l'Est, l'auteur passe en revue la transition dans les ex-pays socialistes y compris l'Albanie et l'ex-Yougoslavie. En général, le lecteur peut identifier les forces politiques en présence dans chaque pays, les problèmes économiques spécifiques, les résultats des élections, les attentes des sociétés et l'incapacité des gouvernements de coalition à répondre à ces attentes. Ainsi, en Pologne, après le gouvernement de Mazowiecki se succèdent ceux de Bielecki, de Olszewski, de Pawlak et de Suchoka jusqu'aux élections de septembre 1993. Bien que la Pologne ait été perçue par la communauté internationale comme «modèle de transition économique» dans les pays de l'Est (p. 86), les problèmes persistent.

En Hongrie, la victoire du Forum Démocratique hongrois au printemps 1990 restera temporaire et le gouvernement de coalition de J. Antall, en alliance avec le Parti des Petits propriétaires et le Parti Chrétien Démocratique populaire, sera submergé par les problèmes de transition. L'auteur spéculait en 1993 sur une alliance possible entre les Partis des Jeunes démocrates et l'Alliance des Démocrates libres, mais ses références s'arrêtent en 1993. Or en 1994, lors des élections législatives, l'ex-parti communiste, devenu Parti Socialiste hongrois a formé une coalition avec l'Alliance des Démocrates libres et gouverne la Hongrie dans cette alliance controversée. En ce qui concerne les élections présidentielles, l'auteur note à juste titre que dans plusieurs pays les écrivains sont devenus présidents, comme Göncz en Hongrie, Havel en Tchécoslovaquie, Zhelev en Bulgarie.

En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, l'auteur souligne de façon objective et valable que la popularité du président-écrivain Havel commençait à décliner bien avant la séparation entre Slovaques et Tchèques en décembre 1992. Ses remarques, reflétant la perception des citoyens, sont valables pour la plupart des pays de l'Est. Ainsi, on ne peut que souscrire à la constatation que l'ancienne nomenklatura restait «impunie» et a réussi à «voler» la révolution. En outre, plusieurs membres de la nomenklatura avaient largement profité des difficultés de transition en se constituant une véritable nouvelle classe fortunée de la «société capitaliste naissante». (p. 104)

La victoire du Parti Socialiste bulgare (ex-Parti communiste) lors des élections en juin 1990, apporte un éclairage sur les problèmes politiques et socio-économiques de ce pays où les gouvernements se succèdent régulièrement. À la lumière des problèmes persistants, comme la dette extérieure, l'instabilité sociale, le taux de chômage élevé, l'avenir de ce pays ne paraît pas prometteur à court terme.

D'après l'auteur, la Roumanie en 1989 a été «reléguée au statut de paria international». Aux yeux de l'opinion publique internationale, le régime Ceausescu, qui avait décidé de «raser sur bulldozers» les villages, habités majoritairement par les Hongrois en Transylvanie, était condamné pour violation des droits de l'homme (p. 120). Suite à la révolution commencée à la mi-décembre 1989 à Timisoara (Temsevar) par l'arrestation du pasteur hongrois Laszlo Tökés, la Roumanie sera gouvernée par les ex-membres de la nomenklatura communiste. Iliescu, ancien collaborateur

de Ceausescu a été considéré par une partie de l'opinion publique comme le Gorbatchev roumain. Petre Roman, professeur d'université, fils d'une figure importante du parti et membre de «l'aristocratie rouge», Dimitru Mazilu, membre de la police secrète, «Securitate» et Silviu Brucan, vétéran du parti, rédacteur-éditeur du journal *Scinteia* ont effectivement gouverné le pays après la révolution. Suite aux élections de 1992, Iliescu forme un gouvernement de coalition par la participation de l'opposition. Il convient de mentionner avec l'auteur, que la Roumanie oscille entre le régime de type présidentiel et parlementaire dont le président Iliescu dispose de pouvoirs supérieurs à ses collègues européens. La corruption traditionnelle, l'instabilité socioéconomique, le mécontentement des ouvriers face à la politique économique du gouvernement de Vacariou, comme le sort de la minorité hongroise représentent des entraves à la transition démocratique.

Suite à l'évocation de l'histoire politique de la Yougoslavie dès 1918, l'auteur insiste sur la guerre civile et la vendetta collective entre Serbes, Croates et Musulmans au cours de et après la Deuxième Guerre mondiale. Après la mort de Tito, la fin de la Yougoslavie post-titiste commençait en 1981 au Kosovo, habité dans une proportion de 82 % par des Albanais. La réaction brutale des autorités de Belgrade, et plus tard de Milosevic, démontrait l'intransigeance du nationalisme serbe envers les deux territoires autonomes de Kosovo et de Voïvodine. La description des événements tragiques en Bosnie, les implications internes et la présence de l'ONU sont bien résumées et annotées.

L'Albanie, pays le plus pauvre de l'Europe, sort d'une dictature orthodoxe de Hodja, et les premières élections multipartites avaient lieu en mars 1991. La convergence des problèmes socio-économiques, politiques voire alimentaires, la fuite des milliers de «boat people» de l'Albanie vers l'Italie, l'absence d'une pratique démocratique et de tradition dans ce pays rend la transition particulièrement difficile. (p. 151)

La dernière section traite de la politique étrangère des pays de l'Est sous le signe de «retour à l'Europe». Ce retour exige avant tout le respect des droits de l'homme dont la plupart des pays ont des minorités sur leur territoire. Un autre aspect de cette politique est relié au régionalisme. Ainsi, le «groupe de Visegrad» de 1991, regroupant la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne, favorise la coopération économique et commerciale institutionnelle et espère adhérer à l'Union européenne vers la fin du millénaire. Les aspirations de la minorité albanaise de Macédoine à rejoindre le Kosovo et si possible la mère patrie, et celles des Bulgares macédoniens envers la Bulgarie signifient que les problèmes des Balkans sont loin d'être réglés.

À l'exception de la première partie, le reste reflète les préoccupations du titre et il faut mentionner les références abondantes.

Paul PILISI

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi, Canada

3. OUVRAGES REÇUS

BAUN, Michael J. *An Imperfect Union, The Maastricht Treaty and the New Politics of European Integration*. Boulder, Westview Press, 1996, 224 p.

BEAUD, Jean-Pierre et Jean-Guy PRÉVOST (dir.). *La social-démocratie en cette fin de siècle*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1996, 270 p.

BERGSTEN, C. Fred et Il SAKONG (dir.). *Korea-United States Cooperation in the New World Order*. Washington, Institute for International Economics, 1996, 144 p.

COHEN, Stephen D., Joel Richard PAUL, Robert A. BLECKER (dir.). *Fundamentals of U. S. Foreign Trade Policy*. Boulder, Westview Press, 1995, 352 p.

CRÉPEAU, François. *Droit d'asile – De l'hospitalité aux contrôles migratoires*. Bruxelles, Émile Bruylant, 1995, 424 p.

DECOUDRAS, Pierre-Marie et Souleymane ABBA. *La rébellion touareg au Niger: Actes des négociations avec le gouvernement*. Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire, 1995, 120 p.

DOSSIERS DE L'ÉTAT DU MONDE (LES). *Nations et nationalismes*. Paris, La Découverte, 1995, 190 p.

ELKINS, David J. *Beyond Sovereignty: Territory and Political Economy in the Twenty-First Century*. Toronto, University of Toronto Press, 1995, 322 p.